

1. **Cheval Frères** est un acteur de l'industrie du luxe qui fournit des composants et sous ensembles micromécaniques dans des domaines de l'horlogerie haut de gamme ainsi que des articles de luxe. La présente politique confirme l'engagement de Cheval Frères à respecter les droits de l'homme, à ne pas contribuer au financement de conflits et à respecter toutes les sanctions, résolutions et lois applicables des Nations Unies.

2. **Cheval Frères** est membre certifié du Responsible Jewellery Council (RJC). A ce titre, nous nous engageons à prouver, au moyen d'une vérification indépendante par des tiers, que nous :

- a. Respectons les droits de l'homme en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration de l'Organisation
- b. Ne participons à aucune forme de corruption, de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme et ne tolérons pas de telles
- c. Soutenons la transparence des paiements provenant de gouvernements et de forces de sécurité conformes aux droits individuels
- d. Ne fournissons aucun soutien direct ou indirect à des groupes armés illicites
- e. Permettons aux parties prenantes d'exprimer leurs préoccupations concernant la chaîne d'approvisionnement du secteur bijouterie-

3. **Nous nous engageons** également à faire usage de notre influence pour éviter d'éventuels abus de la part d'autres parties en :

- a. Privilégiant des partenaires certifiés RJC (COP / COC)
- b. Nous assurant auprès de nos partenaires non certifiés RJC le respect des 3 grands axes : Ethique de l'entreprise / Performance sociale /
- c. Suspendant toute relation commerciale avec des partenaires ne respectant pas les préconisations du RJC.
- d. Nous assurant auprès de nos partenaires du strict respect des recommandations du guide de l'OCDE.
- e. Mettant en place un circuit de traitement des plaintes efficace
- f. Ayant une démarche d'amélioration continue de notre chaîne d'approvisionnement des métaux précieux
- g. Communiquant sur notre devoir de diligence concernant notre chaîne d'approvisionnement.

4. Concernant les atteintes graves lors de l'extraction, du transport ou du commerce de minerais

Nous ne tolérons, assisterons ou faciliterons en aucune manière la perpétration des actes suivants, non plus que nous n'en tirerons profit ou y contribuerons :

- a. La torture ou les traitements cruels, inhumains et dégradants
- b. Le travail forcé ou obligatoire
- c. Les pires formes de travail des enfants
- d. Les violations et les atteintes aux droits de l'homme
- e. Les crimes de guerre, ou autres violations flagrantes du droit humanitaire international, les crimes contre l'humanité ou le génocide.

5. **Nous cesserons toute relation** avec des fournisseurs en amont si nous identifions un risque indiquant raisonnablement qu'ils se livrent aux abus mentionnés aux paragraphes 4 qu'ils s'approvisionnent auprès de tiers commettant ces atteintes graves ou qu'ils sont associés à ceux-ci.

6. Concernant le soutien direct ou indirect aux groupes armés non étatiques

Nous ne tolérons aucun soutien direct ou indirect à des groupes armés non étatiques ou leurs identités affiliées - notamment à travers l'approvisionnement en or ou en métaux issus de la mine de platine, le versement d'argent ou la fourniture d'une assistance logistique, matérielle ou autre - se livrant illégalement aux activités suivantes :

- a. Contrôle illégal des sites miniers ou d'itinéraires de transport, de points de commerce des minerais et d'acteurs en amont dans la chaîne d'approvisionnement
- b. Taxation illégale ou extorsion d'argent ou d'or sur des sites miniers, des itinéraires de transport ou des points de commerce de l'or, ou à l'encontre d'intermédiaires, d'entreprises exportatrices ou de négociants internationaux.

7. **Nous cesserons immédiatement toute relation avec des fournisseurs** en amont si nous identifions un risque raisonnable qu'ils s'approvisionnent auprès de tiers soutenant directement ou indirectement des groupes armés non étatiques tels que ceux visés au paragraphe 6. ou qu'ils sont liés à ceux-ci.

8. Concernant les forces de sécurité publiques ou privées

Nous affirmons que le rôle des forces de sécurité publiques ou privées est d'assurer la sécurité des travailleurs, des installations, des équipements et de la propriété en conformité avec l'Etat de droit, y compris la législation qui garantit les droits de l'homme. Nous ne fournirons aucun soutien direct ou indirect à des forces de sécurité publiques ou privées qui commettent les atteintes décrites au paragraphe 4. ou qui agissent illégalement comme décrit au paragraphe 6.

9. Concernant la corruption et les fausses déclarations sur l'origine de l'or et des métaux issus de la mine de platine

Nous nous abstenons d'offrir, de promettre ou d'accorder des pots-de-vin et nous résisterons aux sollicitations de pots de vin aux fins de cacher ou de masquer l'origine de l'or ou des métaux issus de la mine de platine, de faire de fausses déclarations concernant les taxes, les droits et les redevances versés aux gouvernements pour l'extraction, le commerce, le traitement, le transport et l'exportation de l'or.

10. Concernant le blanchiment d'argent

Nous soutiendrons les efforts pour contribuer à l'élimination du blanchiment d'argent dans les situations où nous identifions un risque raisonnable de blanchiment d'argent résultant ou lié à l'extraction, au commerce, au traitement, au transport ou à l'exportation d'or ou aux métaux issus de la mine de platine.

Ecole Valentin, le 15 Janvier 2025

Vincent GRANGIER
Direction CHEVAL FRERES

Antoine GERARD
Président du GROUPE IMI